

AIDES PUBLIQUES, CONTRAT DU SIÈCLE, DIVIDENDES... ET LICENCIEMENTS !

Publicis groupe, le cynisme comme engagement sociétal

Publicis vend l'idée qu'un groupe mondial, coté en bourse, peut à la fois gagner beaucoup d'argent et avoir un engagement positif en matière de ressources humaines, de dialogue social et d'environnement. Un engagement responsable vis-à-vis des hommes et de la planète.

Dans la réalité et surtout dans cette période inédite, l'engagement est plutôt au cynisme le plus décomplexé...

Démonstration :

2020, 2021

Arthur Sadoun, le président du directoire de Publicis, diffuse à l'ensemble des salarié-e-s du groupe une vidéo dans laquelle il insiste sur la santé des salarié-e-s et de leurs proches : « Vous êtes notre priorité ! ».

À Mediagares, entité de Mediatransports, première régie publicitaire de transport d'Europe, beaucoup de collègues de terrain dans l'affichage sont à l'arrêt, c'est chômage partiel et aides publiques.

Angoisse du virus, inquiétude sur la date de reprise.

Novembre 2021

Les salariés de Mediagares et le Comité Social et Economique (CSE) apprennent que des suppressions d'emploi sont imminentes.

Mais peu de temps après, Valérie Décamp, présidente des trois sociétés de Mediatransports est reçue sur un plateau télé où elle se félicite d'avoir remporté le contrat du siècle.

Pour Mediatransports du groupe Publicis, la transition digitale c'est un contrat de plus 1 milliard d'euros et des suppressions d'emplois !

Dans son intervention sur la transition digitale, elle ne dit rien des licenciements envisagés.

Comment expliquer qu'on supprime des emplois quand on a une entreprise qui vient de remporter un contrat historique, quand on est rattaché au groupe mondial, quand on est passé expert dans son domaine quand on parle comme d'une évidence de la digitalisation de la publicité dans les transports, d'adaptation, d'anticipation, quand on a tous les moyens pour préparer l'avenir mais qu'on a surtout la volonté de le faire sans les salarié-e-s dont on estime ne plus avoir besoin ?

On trinque au champagne, le coude sur un plan de licenciement. Cynisme total !

Les collègues concernés par ces suppressions d'emplois auront peu de perspectives de rebond : covid, profil senior, baisse de l'indemnisation chômage...

Janvier 2022... encore du champagne !

Publicis annonce ses résultats, une année jackpot. Il n'y a pas seulement le contrat du siècle, il y a les résultats exceptionnels du groupe.

Arthur Sadoun, l'ambassadeur de Publicis auprès des salariés diffuse sa vidéo pour partager la bonne nouvelle.

Février 2022, toujours du champagne !

Publicis parade en tête du CAC 40. Pendant ce temps-là, le mal nommé, plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), option plan de départs volontaires (PDV) à Mediagares est confirmé.

Volontaire ? La volonté c'est d'abord celle de Mediagares de faire partir des salarié-e-s. Ainsi, elle utilise un dispositif qui repose sur le volontariat des collègues en brandissant la menace de licenciements économiques.

Bilan

Après plusieurs années à avoir fait constater par le biais des élus du CSE le manque criant d'anticipation des transformations du secteur de la publicité, avec des programmes de gestion de formation et de parcours adaptés (GEPP), Info'Com-CGT constate que ce sont les salarié-e-s qui vont payer les conséquences des décisions de la direction et du groupe.

Perdre son emploi dans une entreprise qui fait faillite à cause d'un arrêt prolongé d'activité due au covid et sans trésorerie, c'est une chose, ici on parle de géant de la publicité, de milliards d'euros brassés, d'aides publiques conséquentes, de résultats exceptionnellement bons et d'une

stratégie de transition pilotée exclusivement par le management du cynisme.

Les dernières lois en matière de licenciement économique contribuent à déresponsabiliser les employeurs. Et les règles en matière de GPEC/GEPP ne contraignent pas les patrons de la pub.

Ce PSE n'a donc rien de légitime, il masque l'irresponsabilité de ces dirigeant-e-s.

Les salarié-e-s épuisé-e-s ou dégoûté-e-s par le management du cynisme ont toutes les raisons d'obtenir un maximum de garanties pour leur avenir à Mediagares mais plus largement à Mediatransports.

Si les dirigeants ne veulent pas assumer, Info'Com-CGT invite l'ensemble des salarié-e-s à les rappeler à leurs responsabilités, à leur engagement sociétal étalé sur les communiqués de presse et sur le site du groupe.

Quel avenir pour les collègues qui partiront et quel avenir pour ceux et celles qui resteront ?

MOBILISONS-NOUS !

POUR QUE LES DIRIGEANT-E-S DE PUBLICIS ET MEDIAGARES DONNENT DE VÉRITABLES GARANTIES AUX EMPLOIS ET RÉPARENT LE PRÉJUDICE QU'ILS CAUSENT AUX SALARIÉ-E-S



JEMESYNDIQUE.ORG